

<https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/100-jours-de-guerre-en-ukraine-mais-que-croient-les-russes/10393196?>

Analyse

Interviews de Michel Liégeois, Professeur de relations internationales à l'UCLouvain, et de Anne Delizée, Chargée de cours à l'Université de Mons et spécialiste de la Russie

100 jours de guerre en Ukraine: mais que croient les Russes?

[Sophie Leroy](#)

03 juin 2022 08:27

Les Russes sont imprégnés du discours du Kremlin justifiant l'agression en Ukraine. Pourquoi ne s'informent-ils pas autrement? Quelle est cette histoire qu'on leur sert?



Les Russes sont imprégnés du discours du Kremlin justifiant l'agression en Ukraine. Pourquoi ne s'informent-ils pas autrement? Quelle est cette histoire qu'on leur sert?

Cela fait **100 jours**, ce vendredi, que le Kremlin a lancé son offensive en Ukraine. L'Occident reste stupéfait de cette attaque et du manque de réaction du peuple russe.

"Attention, il ne s'agit pas d'une victimisation, mais d'un discours offensif qui veut restaurer la place de la Russie sur l'échiquier international."

Michel Liégeois

Professeur de relations internationales à l'UCLouvain

La lecture et l'interprétation de l'Histoire sont clairement différentes à Moscou qu'à Bruxelles. "Vladimir Poutine a un discours de revanche et de remise en cause de l'ordre mondial, qu'il

considère entre les mains des puissances occidentales, particulièrement des États-Unis, résume **Michel Liégeois**, professeur de relations internationales à l'UCLouvain. Il se base sur la gloire passée de la Russie, dont il réaffirme la puissance. Attention, il ne s'agit pas d'une victimisation, mais d'un discours offensif qui veut restaurer la place de la Russie sur l'échiquier international."

Un seul peuple

Une des sources d'inspiration du maître du Kremlin semble être le néo- Eurasisme, "qui conçoit un espace culturel et civilisationnel à cheval entre l'Europe et l'Asie, relié par la langue, la religion, la politique...", éclaire **Anne Delizée**, spécialiste de la Russie, chargée de cours à la faculté de traduction et d'interprétation de l'UMons. "Cela implique **non pas des peuples slaves, mais un seul**, composé des 'grands Russes', des 'Russes blancs' (les Biélorusses) et des 'petits Russes' (les Ukrainiens). Les grands Russes ont la main et cela permet de balayer la notion d'État souverain pour l'Ukraine."

Le récit du président russe s'appuie sur des éléments tels que l'avancée des troupes napoléoniennes et l'agression de l'Allemagne nazie en 1941. Des agresseurs venus de l'ouest. "Ces souvenirs sont réactivés avec **l'idée qu'il est nécessaire de se prémunir d'une menace**, poursuit le professeur de l'UCLouvain. Il faut donc **une zone tampon** avec des pays alliés, comme durant la guerre froide."

Or, l'histoire récente de l'Otan et de l'Union européenne n'a pas du tout suivi ce scénario.

Adhésions à l'Otan

Lorsque l'URSS a imposé - ce que Poutine considère toujours comme un désastre - , de nombreux pays issus de la construction soviétique ont trouvé leur indépendance. Rapidement, certains ont obtenu leur adhésion à l'Otan. Dès **1999, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque**. Un autre groupe, composé notamment des **pays baltes, en 2004**. Alors que les Russes ont cru que **l'Otan disparaîtrait** quand le pacte de Varsovie, qui était l'union militaire des pays du bloc soviétique, fut dissous.

En 2008, le sommet de Bucarest avait **repoussé l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie**, "disant que ces démocraties n'étaient pas stabilisées, mais **l'idée était de ne pas déplaire à Moscou**", rappelle Michel Liégeois. Quatre mois plus tard, les chars russes entraient en Géorgie.

"C'est la volonté de Moscou de tout contrôler qui pousse les voisins de Moscou dans les bras de l'Otan."

Michel Liégeois

Michel Liégeois pointe une **"extraordinaire ambiguïté"**. "Le fait qu'un de ces États veuille adhérer à l'Otan est en soi une source de tension avec Moscou. Cela crée une menace d'intervention militaire, et donc l'adhésion devient urgente... **C'est un cercle vicieux, dont on aurait pu sortir avec des négociations diplomatiques** en vue d'un engagement de l'Ukraine à ne pas entrer dans l'Otan. Mais cela n'était possible que s'il n'y avait pas de fortes tensions... Sinon, cela revient à accepter une forme de tutelle diplomatique! C'est la volonté de Moscou de tout contrôler qui pousse les voisins de Moscou dans les bras de l'Otan."

Un voisin trop libre

La volonté de Kiev d'intégrer l'Union européenne a aussi fait monter d'un cran la colère du chef du Kremlin à l'égard de son voisin. "Le processus d'adhésion à l'UE implique des évolutions en matière de démocratie et des droits de la société civile, précise Michel Liégeois. **La Russie aurait eu une démocratie pluraliste à sa frontière**, et il craignait la contagion vu les nombreux échanges entre les peuples. Or, il cherche à préserver la spécificité du régime russe actuel, sans liberté d'expression."

Pour empêcher cela, Poutine a décidé d'**envahir l'Ukraine le 24 février**. "Il croyait que ça serait bouclé en 48 heures. Il n'avait pas envisagé la tournure actuelle, sans doute parce qu'il a été **victime de services de renseignements défaillants et parce qu'il est en fait assez isolé**", glisse le professeur de l'UCLouvain.

"Poutine se base sur une notion de pré carré, comme s'il avait une zone d'influence légitime et que l'Union européenne marchait sur ses plates-bandes."

Anne Delizée

Chargée de cours à la faculté de traduction et d'interprétation de l'UMons

Des erreurs?

Alors, est-ce que l'Occident a fait des erreurs? "Difficile de juger par après, admet Michel Liégeois. On peut **regretter une forme d'encouragement tacite** des pays de l'ex-bloc soviétique à s'autonomiser diplomatiquement. Il aurait fallu dire **clairement** à la Géorgie, par exemple, qu'elle n'avait aucune perspective d'adhésion pour apaiser Moscou, ou l'intégrer rapidement pour offrir une protection contre la Russie. **Aujourd'hui il va falloir être très créatifs pour trouver une solution**, vu que les frontières du Donbass resteront contestées..."

"Poutine se base sur une notion de **pré carré**, comme s'il avait une zone d'influence légitime et que l'Union européenne marchait sur ses plates-bandes", éclaire encore Anne Delizée. Et ce droit à l'intervention que s'arrogé le Kremlin s'est encore compris dans **l'étonnante remarque de Sergueï Lavrov**, le ministre russe des Affaires étrangères, lors du JT de TF1 dimanche dernier: "**Comment la France réagirait-elle si la Belgique interdisait la langue française?**" Comme si cela pourrait justifier une invasion..."

Lire aussi

[Guerre en Ukraine: chronologie des sanctions européennes à l'encontre de la Russie](#)

Construction narrative travaillée

"On assiste aussi à une **construction narrative d'une Russie grande et forte**, souvent attaquée, mais toujours victorieuse, notamment sur la 'peste brune', et cela devrait justifier le déploiement de violence", ajoute Anne Delizée. Les manuels scolaires partagent largement cette image. "Les petites phrases pour apprendre l'orthographe disent par exemple: 'La Russie a été attaquée par l'Allemagne nazie et est sortie victorieuse'."

Le même message est véhiculé par les médias, qui ne sont pas libres. "Et il y a très peu de **voix dissidentes** en mesure de s'exprimer en Russie. Prenons par exemple Alexeï Navalny et

Vladimir Kara-Mourza : ils sont emprisonnés. Les opposants sont en prison, se taisent ou ont fui", rappelle Anne Delizée.

"Les Russes peuvent avoir accès à d'autres informations que celles de la presse officielle, notamment sur Telegram, ou avec un VPN."

Anne Delizée

"Ce qui paraît étonnant, c'est que les Russes peuvent avoir accès à d'autres informations que celles de la presse officielle, notamment sur Telegram, ou avec un VPN. Beaucoup de conseils circulent pour utiliser cela, mais visiblement, **de nombreux Russes ne recherchent pas cela. Pourquoi?** Certains sont convaincus par la propagande. D'autres ont peur de laisser des traces ou des dénonciations. Mais aussi parce qu'une telle propagande suscite **une dissonance cognitive**. La population a tellement intégré le message officiel mensonger que **sortir de ce discours demanderait un trop grand écart...**", estime la professeure de l'UMons.